



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 314 du 17 décembre 2023

Au sommaire :

- **Les manœuvres parlementaires ne protègent ni les migrants ni les travailleurs de la xénophobie, du racisme et des attaques sociales** - *Christine Héraud*
- **Guerre d'Ukraine, guerre génocidaire d'Israël, guerres sans fin et grandes manœuvres des USA et de l'Otan pour défendre leur hégémonie mondiale** - *Yvan Lemaitre*
- **A propos du congrès de Lutte ouvrière, la nouvelle période, les possibilités historiques et les tâches des révolutionnaires** - *Galia Trépère*

Les manœuvres parlementaires ne protègent ni les migrants ni les travailleurs de la xénophobie, du racisme et des attaques sociales

Le rejet de la loi Immigration est à la fois un échec pour le gouvernement sans majorité, et une gifle à Darmanin qui voulait en récupérer les fruits pourris pour ses ambitions de leader du bloc réactionnaire. Il s'est heurté aux petites manœuvres parlementaires de LR et du RN, concurrents et rivaux dans la surenchère xénophobe et sécuritaire, et à celles de la gauche prétendant combattre les débordements réactionnaires des Darmanin-Ciotti-Le Pen par le rejet de la loi. L'insoumis Manuel Bompard sur RTL s'est dit soulagé de s'éviter ainsi « *un climat nauséabond* » contre les étrangers, comme si l'agitation politicienne dans le théâtre d'ombres du Parlement allait mettre un coup d'arrêt à l'offensive réactionnaire du gouvernement, de la droite et de l'extrême-droite contre les travailleurs et les classes populaires.

« *Le débat doit désormais se poursuivre avec le texte adopté par le Sénat* », s'est réjoui Ciotti. La commission paritaire mixte, composée de 7 députés et 7 sénateurs qui se réunira lundi 18 devra s'entendre sur le texte durci par les mesures racistes et xénophobes des sénateurs, Darmanin, Ciotti ou Le Pen y sont tout disposés et ne souhaitent pas l'abandon de la loi, annoncé en cas d'échec par Macron qui ne veut pas d'un 49-3, lui qui vient de faire adopter le budget 2024... par un nouveau 49-3, le 22^{ème} depuis que Borne est Première ministre. « *La politcaillerie* », raillée par un Darmanin vexé profite à l'extrême-droite. Le RN surfant sur l'échec et la crise du camp macroniste s'est déclaré prêt à gouverner, affirmant : « *Nous sommes désormais les seuls opposants crédibles à Emmanuel Macron* ».

« *La politique du pire* », celle de Macron-Darmanin de surenchère sécuritaire et xénophobe

Macron aurait dénoncé en Conseil des ministres, selon l'AFP, le « *cynisme* » et le « *jeu du pire joué notamment par deux partis de gouvernement qui ont dirigé le pays pendant 40 ans* », le PS et LR.

Mais la politique du pire, c'est la sienne, qui prétend comme eux combattre l'extrême-droite en reprenant ses préjugés sécuritaires et xénophobes, en attisant les haines, le rejet des travailleurs étrangers, des migrants désignés comme des boucs émissaires pour masquer sa propre responsabilité et celle des classes dominantes qu'il sert dans les violentes attaques contre les travailleurs et la population.

La véritable insécurité, c'est l'insécurité sociale

Darmanin répète à l'envi que la loi Immigration est indispensable pour pouvoir expulser des « *étrangers délinquants* » aujourd'hui non expulsables et qui seraient responsables de la prétendue insécurité qui gangrènerait la société. Mais pour les classes populaires et les travailleurs, ce qui gangrène la société, c'est l'insécurité sociale qu'ils vivent au quotidien, la peur de perdre son travail, de tomber dans la précarité, de perdre son logement, de ne plus pouvoir se soigner, se chauffer, nourrir sa famille... C'est cette insécurité qui est le terrain de la « *délinquance* » que le gouvernement relayé par les médias

instrumentalise pour justifier sa politique sécuritaire alors que lui-même et cette société d'inégalité et d'injustice en portent l'entière responsabilité.

Le gouvernement prétend se préoccuper de la situation des plus pauvres, des plus précaires, -c'est ainsi qu'il présente sa loi Plein-Emploi adoptée le 14 novembre dernier mais ce sont eux qu'il attaque le plus durement. La nouvelle convention de l'assurance-chôme organise la traque des chômeurs, le doublement des contrôles, la baisse des indemnités ; les bénéficiaires du RSA vont être soumis dès le 1^{er} janvier à l'obligation d'effectuer 15 heures de travail hebdomadaires sous peine de voir leur allocation suspendue, des mesures destinées à leur faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix, objectif du cynique projet du ministre du travail Dussopt qui rappelle que « 6 % des offres d'emploi sur des métiers en tension ne suscitent aucune candidature. » et pour cause... tant ils sont surexploités et sous-payés. Dussopt, qui voudrait faire travailler plus longtemps les seniors va aussi partir en chasse contre les ruptures conventionnelles, « parfois utilisée pour les salariés de 58 ou 59 ans comme une forme de préretraite qui ne dit pas son nom. Nous devons trouver un moyen d'empêcher cet effet d'aubaine... ».

Cette insécurité sociale dans laquelle la politique du gouvernement et du patronat plonge toujours plus de travailleurs et de jeunes va encore s'aggraver avec l'inflation qui, contrairement aux prévisions mensongères de Bruno Le Maire, ne faiblit pas. A partir du 1^{er} janvier, les classes populaires vont payer plus cher entre autres choses leurs mutuelles, les transports en particulier en région parisienne, l'électricité qui pourrait atteindre +10 % en février, le paquet de cigarette de + 50 centimes à 1 euro...

En rupture avec le jeu parlementaire, pas de dialogue social, une politique de lutte de classe

La surexploitation capitaliste, qui conduit à une profonde régression sociale, au mépris des travailleurs, de leurs droits et de leurs conditions de vie, de leur dignité, suscite une révolte qui se manifeste par la multiplication de luttes dans les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière comme celles des sans-papiers, les livreurs des plateformes, les ouvriers des chantiers de nettoyage ou des grands chantiers de construction pour les Jeux olympiques qui pourraient bien se faire entendre à cette occasion, avec ceux de la SNCF et de la RATP et bien d'autres.

Ils ne peuvent compter sur une intersyndicale où, après le mouvement contre les retraites, chacun reprend ses billes pour un nouvel agenda social avec le gouvernement qui n'est qu'un jeu de dupes, à l'image des discussions sur le futur haut conseil aux rémunérations dont Thomas Vacheron, de la CGT, se réjouissait en disant qu'il avait été « arraché à la conférence sociale pour, notamment, mettre fin à la trappe à bas salaire ». La nouvelle secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon a déclaré « On a toujours dit que l'intersyndicale telle qu'elle existait pendant les retraites était utile et importante. On est dans un autre moment aujourd'hui. ». Sophie Binet quant à elle, a donné des gages de responsabilité au pouvoir, en déclarant sur France-Info que la CGT n'appellerait pas à la grève pendant les Jeux olympiques, « La CGT ne va pas s'amuser à gâcher la fête pour des millions de Françaises et de Français ».

Les attaques globales des classes dominantes pour leurs profits égoïstes rendent nécessaire une réponse globale du monde du travail pour ses droits, pour les salaires, contre les licenciements et la précarité, contre les profits des marchands de canons et l'économie de guerre à laquelle Macron veut soumettre les travailleurs au profit de la folle course aux profits et des intérêts des multinationales en concurrence sur le marché mondial.

Cette politique suppose de rompre avec la politique de dialogue social des directions syndicales et les jeux parlementaires de la gauche institutionnelle et d'affronter ce gouvernement dans la perspective de prendre nous-mêmes en main la marche de la société, d'en finir avec le capitalisme fauteur de guerres et l'exploitation. « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons » scandions-nous dans les manifestations contre la réforme des retraites.

Aux politiciens réactionnaires, serviteurs des possédants et des nantis, nous répondrons en participant lundi 18 décembre, journée internationale des migrant-e-s, aux manifestations et initiatives contre la loi Immigration Darnaud appelées par des collectifs de Sans-papiers, la Marche des Solidarités et plus de 300 organisations.

Travailleurs de toutes origines, avec ou sans papiers, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur notre solidarité et notre organisation démocratique, pour nous regrouper et faire vivre les idées de l'internationalisme et de la lutte de classe pour notre émancipation et celle de toute la société.

Christine Héraud

Guerre d'Ukraine, guerre génocidaire d'Israël, guerres sans fin et grandes manœuvres des USA et de l'Otan pour défendre leur hégémonie mondiale

Mardi 12 décembre, Biden, recevant Zelensky qui venait de célébrer l'investiture du nouveau président argentin d'extrême droite, Javier Milei, à Buenos Aires, interpellait le Congrès américain qui « doit adopter une rallonge pour l'Ukraine [...] avant qu'il n'offre à Poutine le

plus beau cadeau de Noël qui soit ». Les Républicains ont fait la sourde oreille et refusé la rallonge de 61 milliards. Zelensky devra se contenter d'une aide militaire supplémentaire de 200 millions de dollars. « Ce que l'administration Biden semble vouloir, ce sont des milliards de

dollars supplémentaires sans supervision adéquate, sans réelle stratégie de victoire » selon le nouveau Speaker (président) républicain de la Chambre des Représentants, Mike Johnson. Il a formulé, au-delà des marchandages parlementaires sur la lutte contre l'immigration à la frontière mexicaine, les ressorts du refus des Républicains de l'aide à l'Ukraine. La campagne électorale de Trump est lancée et ce dernier prétend refuser de dilapider des milliards pour une guerre dont les objectifs stratégiques affichés deviennent de moins en moins crédibles, dans lesquels non seulement une large fraction des classes populaires mais y compris une fraction des classes dominantes, ne voient pas où elle mène et dont elles veulent se décharger sur leurs alliés. Biden a misé sa présidence sur une victoire dans la guerre qui s'enlise. Il est largement discrédité dans l'opinion américaine, un discrédit amplifié par son soutien au génocide israélien à Gaza. L'appel à défendre la « liberté ukrainienne » se fracasse contre l'insistance de Biden à refuser tout cessez-le-feu même humanitaire. Il est rattrapé par la politique de Trump : faire payer les guerres sans fin des USA pour défendre leur hégémonie mondiale à leurs alliés et aux peuples qu'ils ont enrôlés. « La mauvaise option de la faiblesse », commente *Le Monde* espérant voir l'UE faire ce que lui demandent... les USA, augmenter les budgets militaires pour financer la guerre et y intervenir. La militarisation du monde s'impose au sein des classes dirigeantes et de leurs idéologues comme la seule option possible, tous prêts à sacrifier les populations à leurs intérêts.

Zelensky sacrifie la population d'Ukraine aux intérêts des oligarques et des USA

Au total, en dix-huit mois, les États-Unis auront déboursé plus de 100 milliards de dollars pour la guerre d'Ukraine. C'est plus de 5 % du budget total de l'armée américaine. Bien que la majeure partie de cet argent soit versée directement sous forme d'armements et revient donc dans les caisses des usines d'armement américaines, les USA veulent limiter drastiquement l'aide à l'Ukraine. « L'Amérique et l'Europe sont fatiguées de la longue guerre en Ukraine » selon *The Economist*. Cela ne signifie nullement que la diplomatie américaine négocie ou envisage de négocier la fin de la guerre ou un cessez-le feu. Il n'en est pas plus question en Ukraine qu'au Moyen-Orient. Par contre, ils n'ont pas choisi de faire un pas supplémentaire dans une guerre sans plan ni issue. A ce stade, les USA n'ont pas les moyens ni intérêt à prétendre renverser Poutine, ce qui signifierait une dangereuse escalade dont la menace nucléaire.

L'échec de la contre-offensive ukrainienne, engagée le 4 juin, couplé aux progrès russes sur le front, a entaché la crédibilité de Zelensky, aussi d'une partie de son état-major. La corruption, les luttes et rivalités de pouvoir en particulier avec les militaires, l'isolement de Zelensky de plus en plus critiqué, impopulaire au sein d'une population qui en a assez de mourir et de geler pour une guerre dont personne ne voit l'issue.

Alors que le front s'est stabilisé, les USA et l'Otan n'envisagent pas un pas supplémentaire dans l'escalade militaire qui pourrait transformer la guerre en cours, un pas supplémentaire voire irréversible vers une mondialisation de la guerre d'autant qu'ils se heurtent à des difficultés pour garder le contrôle sur l'évolution de la guerre d'Israël. Sans imaginer un instant une issue négociée, ils entretiennent un front plus ou moins stable pour continuer la pression sur la Russie et l'ensemble des États en sacrifiant la population d'Ukraine prise au piège sanglant dans lequel ses propres dirigeants l'ont enfermée.

Poutine quant à lui, après un an et neuf mois de guerre, profite du moment pour rappeler ses objectifs : « la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine, son statut de neutralité » et que la solution « serait négociée ou obtenue par la force ». Il inscrit sa politique dans une guerre sans fin ainsi que les USA qui n'y voient d'autre issue que sa poursuite meurtrière, à moindre frais pour eux tout en accélérant la mue des puissances européennes en une association militariste afin qu'elles assurent elles-mêmes leur sécurité et accroissent leur participation au financement de l'Otan.

Quelles que soient les postures électorales de Biden ou de Trump, c'est bien là la politique du Pentagone et de Wall street, America great again.

Les Etats européens font le job dans le cadre de l'Otan et de l'UE

« N'offrez pas à Poutine cette première – et seule – victoire de l'année. [...] Aujourd'hui, c'est le jour d'une décision politique en réponse à ce que nous avons accompli. Il s'agit d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine », c'est en reprenant les propos de Biden que Zelensky s'est adressé au Conseil européen qui s'est tenu jeudi et vendredi à Bruxelles. A la veille du sommet, le chancelier d'Allemagne, Olaf Scholz avait affirmé : « L'aide à l'Ukraine a une importance existentielle pour l'Europe ».

Au final, les dirigeants de l'Union européenne ont décidé d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine ainsi qu'avec la Moldavie. « Victoire de l'Ukraine. La victoire de toute l'Europe. Une victoire qui motive, inspire et renforce », a réagi Zelensky. Une victoire toute symbolique, ces négociations ne sont ni ouvertes réellement ni encore moins conclues d'autant que l'aide militaire de 50 milliards d'euros d'ici 2027 annoncée n'a pas été votée.

Orban, après avoir cédé sur les négociations sur l'entrée dans l'UE de l'Ukraine du fait que la Hongrie allait récupérer 10 milliards d'euros, une partie des fonds que l'UE avait gelés, a, par contre, exercé son droit de veto pour ce qui concerne les 50 milliards annoncés d'aide à l'Ukraine. « Quoi qu'il arrive », l'UE continuera à soutenir l'Ukraine, a assuré Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne. « On le fera aussi longtemps que nécessaire », a indiqué de son côté Scholz. A voir, mais en attendant Orban négocie le remboursement de ce que l'UE devrait à la Hongrie. Sordide marchandage à l'image des rapports entre les 27.

L'UE devrait trouver une issue en donnant satisfaction à Orban. Toujours est-il que les mêmes difficultés qu'aux USA traversent l'UE. La guerre a certes poussé les Vingt-Sept à adopter un plan qui permettrait de faire converger leurs politiques de défense mais ce plan reste limité, chaque Etat joue sa propre partition, et sous la domination américaine.

Pour les USA, la guerre en Ukraine est un moyen de pression sur les puissances européennes pour les contraindre à assumer leur part du « fardeau » des grandes puissances occidentales et de la sécurité en prévision de nouvelles étapes dans l'escalade militaire mondialisée qui est engagée avec en ligne de mire la Chine.

Les désaccords Biden-Netanyahou, un écran de fumée pour masquer la responsabilité des USA dans le génocide

Biden affiche des différends avec Netanyahou pour donner le change face à l'opinion. Il met en garde Israël face à la « bascule de l'opinion mondiale » contre la guerre génocidaire alors que le nord de Gaza est à présent détruit à 68 % soit autant que Dresde ou Hambourg en 1945 et que la population de la bande de Gaza est déplacée à 85 %, que « les bombardements aveugles » se poursuivent tant au Sud qu'au Nord, que la guerre au sol est de plus en plus féroce, « l'enfer sur terre » et que les colons et l'armée exercent leur terreur en Cisjordanie.

Biden a dénoncé « le gouvernement le plus conservateur de l'histoire d'Israël » qui ne voulait « pas d'une solution à deux Etats ». A l'heure actuelle, si Israël a le soutien de « l'Europe » et de « la majeure partie du monde », « ils sont en train de perdre ce soutien avec les bombardements aveugles qui ont lieu » tout en rappelant qu'« il n'y a aucun doute sur la nécessité de supprimer le Hamas ».

Netanyahou n'est pas dupe et développe son « désaccord » avec Washington au sujet de la « période après-Hamas » s'engageant à « ne pas répéter l'erreur d'Oslo », accords entre Israël et l'OLP conclus en 1993 ayant permis l'établissement de l'Autorité palestinienne. « Les autres pays doivent comprendre qu'on ne peut d'un côté soutenir l'élimination du Hamas et de l'autre appeler à la fin de la guerre, ce qui empêcherait d'éliminer le Hamas », « Donc Israël va poursuivre sa juste guerre pour éliminer le Hamas . [...] Jusqu'à la victoire, rien de moins », Eli Cohen, chef de la diplomatie israélienne, ajoute, « avec ou sans soutien international ».

Ce jeu de rôle diplomatique n'est pas seulement un jeu de dupes destiné à abuser l'opinion. Biden s'inquiète d'une guerre dont il sait qu'elle sera longue et surtout du risque de son extension sans que les USA gardent la main sur les rythmes sans pouvoir contenir l'influence de l'extrême droite israélienne. Il s'en inquiète d'autant plus que Netanyahou est rejeté voire détesté par la grande majorité des Israéliens, un rejet qui va s'amplifier encore avec la mort de trois otages dont Tsahal est responsable. C'est ce discrédit qui pourrait, combiné à celui de l'Autorité palestinienne et des régimes arabes, engendrer une instabilité

régionale voire une explosivité que redoutent les USA. Le Pentagone est parfaitement au courant de cette situation, il l'a anticipée en déployant son arsenal aéronaval au large de Gaza.

Le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant, n'en fait pas mystère. Cela durera « plus que quelques mois ». « Le Hamas est une organisation terroriste qui s'est construite au cours d'une décennie pour combattre Israël et qui a mis en place des infrastructures souterraines et aériennes qu'il n'est pas facile de détruire », a-t-il expliqué au conseiller américain à la sécurité nationale Jake Sullivan. Ce dernier s'est déclaré convaincu « qu'il serait juste qu'Israël occupe Gaza, réoccupe Gaza à long terme », un soutien inconditionnel...

Par ailleurs, il est peu probable que la guerre puisse se limiter à l'objectif du Hamas sans s'étendre au Liban au risque de provoquer l'Iran qui déclarerait à la suite du veto américain à l'ONU : « Tant que les Américains soutiennent les crimes du régime sioniste et la poursuite de la guerre, existe la possibilité d'une explosion incontrôlable de la situation dans la région ».

Gallant le dit par avance : « Lorsque les combats s'achèveront à Gaza, nos efforts militaires seront dirigés principalement vers le nord », autrement dit vers le Liban. Les plans de l'armée israélienne incluent le risque d'une guerre au Liban et à partir de là à des enchaînements difficilement contrôlables surtout si l'Iran entrait dans la mortelle sarabande.

Biden en a parfaitement conscience. Les discours « critiques » voudraient plaider pour la bonne foi démocratique des USA tant sur le terrain international que vis à vis de l'opinion américaine mais il n'est pas question pour eux de lâcher leur principal et fidèle allié dont ils partagent les plans, la construction du grand Israël comme garant des intérêts des USA au Moyen Orient. Après avoir posé son veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant un cessez-le-feu humanitaire, la Maison-Blanche n'a pas hésité à déclencher en « procédure d'urgence » – donc sans même l'approbation du Congrès –, l'envoi de quelque 14 000 obus à l'armée israélienne. Puis, à nouveau, 12 décembre, ils se sont opposés à l'adoption d'une nouvelle résolution pour « un cessez-le-feu humanitaire immédiat » à Gaza, résolution adoptée à une écrasante majorité 153 voix pour, 10 contre (dont Israël et les Etats-Unis), et 23 abstentions sur 193 Etats membres.

Pas de cesser le feu pour les USA et l'Otan, pas question de « Renoncer à notre leadership mondial »...

« L'Histoire jugera sévèrement ceux qui ont tourné leur dos à la cause de la liberté », a lancé Biden au Congrès lors de la discussion sur l'aide à l'Ukraine. « Les membres républicains du Congrès sont prêts à offrir à Poutine le plus beau cadeau qu'il puisse espérer et à renoncer à notre leadership mondial » C'est la même préoccupation qui anime Biden dans son soutien à Israël au risque d'assumer l'impopularité du génocide en cours.

Dans un discours le 19 octobre, au lendemain de sa visite à Tel-Aviv, Biden avait fait le parallèle entre l'Ukraine et Israël, l'un et l'autre attaqués par des ennemis qui veulent « *annihiler des démocraties voisines* ». En réalité, l'un et l'autre ayant fait le choix de se faire les alliés inconditionnels de leur protecteur les USA.

Israël est leur place forte au cœur d'une région déterminante en raison des richesses pétrolières et gazières. Ce qui lui permet de bénéficier d'une aide militaire américaine sans fin. Puis, après la « sécession » du Donbass et l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, l'Ukraine est devenue un nouveau bénéficiaire majeur de l'aide militaire américaine. Tandis que les conflits et les foyers d'instabilité ne cessent de se multiplier, l'Ukraine et Israël sont devenus les alliés les plus importants des États-Unis et de facto une extension de l'OTAN. Rien d'étonnant à ce qu'en avril 2022, Zelensky ait pu parler de son pays comme d'un « *grand Israël avec sa propre identité* », un espoir et une politique plus qu'une réalité...

Ukraine et Israël constituent deux pièces maîtresses dans le redéploiement diplomatico-militaire américain et avec Taïwan, trois « têtes de pont » censées barrer la route respectivement à la Russie, l'Iran et la Chine.

Les États-Unis renforcent leurs alliances avec le Japon, la Corée du Sud et Taïwan au nord, l'Australie au sud, en pas-

sant par les Philippines, Singapour, la Thaïlande ou encore l'Inde, en vue d'un éventuel affrontement avec la Chine.

Les guerres d'Israël et d'Ukraine s'inscrivent dans les grandes manœuvres des USA et de l'Otan. Si aujourd'hui les USA s'emploient à garder la maîtrise des guerres et de leur propre implication, c'est pour rester maîtres du jeu. Ce dont nous pouvons être certains, c'est que la politique des USA et de l'Otan visant à défendre l'hégémonie du capitalisme occidental contre le reste du monde menace la planète d'une terrible conflagration.

Une menace qui n'a aucune fatalité. Les grandes manœuvres des vieilles puissances impérialistes pour perpétuer leur domination révolue sur le monde sont autant de moments de prise de conscience mondialisée pour les classes opprimées et exploitées, la prise de conscience qu'il n'y a aucune issue dans les rivalités économiques, financières, militaires entre puissances capitalistes. Le prolétariat aurait tort de se laisser enrôler tant dans la guerre économique qui les oppose que dans les guerres auxquelles elle conduit.

Nous ne sommes pas les soldats de la concurrence capitaliste économique ou militaire mais nous combattons pour en finir avec elle, pour prendre le contrôle de la marche de la société, pour la fraternisation et la collaboration des travailleurs et des peuples, le socialisme.

Yvan Lemaitre

A propos du congrès de Lutte ouvrière, la nouvelle période, les possibilités historiques et les tâches des révolutionnaires

Le dernier congrès de Lutte ouvrière, qui a eu lieu début décembre définit l'essentiel du contenu de notre travail face à la faillite du capitalisme. La perspective que nous avons à défendre et autour de laquelle regrouper les travailleurs, les femmes, les jeunes, les militants, est résumée par le titre de leur premier texte : « *Pour mettre fin au chaos capitaliste, renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en faillite !* » [1]. Leur critique, nouvelle, d'un programme de revendications emprunté au Programme de transition qui, détaché de cette perspective, devient du « *syndicalisme réformiste* », s'inscrit dans cette volonté de mettre au centre la question de la transformation révolutionnaire de la société. Nous partageons aussi leurs analyses sur la guerre d'Ukraine ainsi que sur la guerre du Moyen-Orient, le caractère génocidaire de la guerre de l'État d'Israël et des puissances occidentales contre la population palestinienne et le caractère réactionnaire du Hamas, même s'il ne s'agit pas de renvoyer dos à dos l'État sioniste et théocratique, colonialiste et le Hamas.

Comme la motion votée à leur congrès l'affirme, nous pensons nécessaire d'utiliser la tribune électorale des Européennes à venir pour populariser nos perspectives de transformation révolutionnaire de la société, montrer

que la lutte contre l'offensive réactionnaire et l'extrême droite est indissociable de la lutte contre le patronat et en finir avec le capitalisme, donner confiance au monde du travail, à la jeunesse, contribuer à leur organisation dans un parti démocratique et révolutionnaire.

Nous regrettons cependant que Lutte ouvrière n'ait pas répondu positivement aux propositions du NPA de discuter d'une candidature commune des révolutionnaires -sans préjuger des modalités de cette campagne commune- ni d'ailleurs cherché à discuter avec le reste de l'extrême gauche, l'influencer. Cette attitude sectaire entretient les routines sectaires des autres courants du mouvement révolutionnaire mis en situation soit de présenter leur propre liste, de fait en concurrence avec LO, soit de faire leur propre campagne en appelant à voter pour elle.

Nous le regrettons d'autant plus que les coordonnés de la situation tant internationale que nationale exigeraient, à l'opposé, que les différentes fractions ou tendances du mouvement révolutionnaire militent pour constituer un front des révolutionnaires, un front internationaliste contre le racisme, la xénophobie et la guerre.

[1] https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2023/12/10/pour-mettre-fin-au-chaos-capitaliste-renversement-revolutionnaire-de-la-bourgeoisie-en-faillite_728107.html

Ce choix politique invoque les divergences et trouve sa justification dans une orthodoxie trotskyste hors de propos au regard des évolutions du capitalisme que LO décrit mais sans analyser le stade actuel du développement capitaliste comme une nouvelle période par rapport à son stade impérialiste pour montrer à quel point la révolution retrouve toute son actualité. Pour aussi rediscuter de la stratégie de construction d'un nouveau parti des travailleurs Il s'agit d'appliquer la méthode du matérialisme historique à notre propre histoire sans croire que la proclamation « *communiste révolutionnaire* », soit le garant de quoi que ce soit d'autant qu'elle est reprise par bien des courants auxquels LO tourne le dos.

Nous pensons qu'il est aujourd'hui indispensable de rompre avec de longues habitudes de groupes repliés sur eux-mêmes au détriment de rapports démocratiques, d'engager une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire.

Cette politique de LO qui a aujourd'hui pris une forme plus achevée a commencé à se formuler avec le tournant de la direction de LO en 1995 quand elle a reculé sur l'appel à un parti des travailleurs qu'Arlette Laguiller avait lancé au soir du premier tour de l'élection présidentielle. LO avait alors mis cet appel sans sa poche plutôt que d'en faire une politique démocratique associant les organisations -dont la LCR- qui y étaient disponibles et toutes celles et ceux qui s'étaient retrouvés dans la campagne d'Arlette Laguiller. C'est pour avoir défendu cette politique que nous avons été exclus en mars 1997.

LO, comme toutes les organisations du mouvement trotskyste, n'avait pas pris la mesure du tournant qui s'opérait à l'échelle internationale avec l'effondrement de l'URSS et ici avec le début de l'effondrement de la gauche gouvernementale. Elle n'a pas été en mesure par la suite d'intégrer les bouleversements de la nouvelle période du capitalisme et les perspectives révolutionnaires qu'elle ouvre. Alors que les bouleversements en cours exigeraient une compréhension plus globale et historique de cette nouvelle époque, LO s'est repliée sur un trotskysme hors du temps, qui la prive de ce qui lui avait permis de conquérir une large influence dans le passé, une politique d'indépendance de classe dynamique, unitaire à l'égard du mouvement révolutionnaire...

A défaut de cette compréhension, les camarades de LO expriment un catastrophisme sans issue, comme ils le font à la fin de leur premier texte dans un paragraphe intitulé « *Mener la lutte de classe du prolétariat jusqu'à sa victoire* »[2]. Celle-ci ne pourrait passer selon eux que par la transformation « *de la guerre de la bourgeoisie en guerre civile* ». Il est certes précisé « *si notre classe, ayant été dans l'incapacité d'empêcher la guerre* », mais sans que rien ne soit dit sur le combat à mener pour l'empêcher ni les possibilités d'y parvenir, avec comme

seule justification une invocation des mânes de Lénine et de la politique des bolcheviks pendant la première guerre mondiale.

Or nous ne sommes ni à la veille de la Première guerre mondiale ni à la veille d'une troisième guerre mondiale qui se situerait dans le prolongement de la deuxième, elle véritablement issue de la Première au point que l'on pourrait parler d'une guerre de trente ans qui s'est prolongée dans les guerres coloniales. De nombreux retours en arrière dans les textes, appuyés sur des citations de dirigeants marxistes du passé, semblent établir une continuité sans à coups ni rupture depuis des décennies, une sorte d'évolutionnisme ignorant les nouvelles contradictions qui travaillent le monde capitaliste actuel et les bouleversements que celles-ci engendrent, événements aussi réactionnaires que les guerres certes, mais aussi les révoltes des travailleurs, de la jeunesse, des femmes et des peuples, qui expriment une conscience nouvelle et peuvent ouvrir une autre issue.

L'effondrement de l'URSS n'aurait-il rien changé ?

On trouve dans ce même premier texte, à propos de la guerre d'Ukraine dont le front est pour l'instant stabilisé et d'une « *solution à la coréenne* » discutée dans les cercles dirigeants américains » cette affirmation surprenante : « *Nous ne savons évidemment pas quel est le poids de ceux qui avancent ce type de solution, mais, dans le cas de la Corée, cela tient depuis 27 juillet 1953, soit 70 ans ! Il faut rappeler que cette solution a été la forme juridique sous laquelle l'Allemagne est restée divisée en deux blocs d'octobre 1949 à novembre 1989, soit pendant 40 ans (mur de Berlin, champs de mines coupant l'Allemagne en deux, et autres charmes, qu'on nous présentait à l'époque comme une conséquence de la guerre froide). Mais on constate que l'impérialisme n'a pas besoin de la guerre froide pour réinventer les mêmes solutions...* »[3]

Vraiment ? Outre que le mot « impérialisme », ici, n'est pas défini -s'agit-il de l'ordre mondial ou des vieilles puissances impérialistes qui dominent le monde ?-, ce n'est certainement pas une entité toute puissante suspendue dans les airs dont la seule volonté suffirait à ordonnancer le monde selon ses besoins. Le Mur de Berlin, la partition de la Corée, étaient bien une conséquence de la guerre froide, de l'existence de l'URSS -ainsi que des révolutions coloniales- à qui l'impérialisme américain et ses alliés avaient dû concéder après la deuxième guerre mondiale un partage du monde qu'ils n'ont pas pu remettre en cause avant la liquidation de l'URSS par la bureaucratie « soviétique » elle-même. En outre, cette stabilité, toute relative, du monde pendant plusieurs décennies a été permise par une nouvelle expansion de l'économie capitaliste après la deuxième guerre mondiale.

[2] https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2023/12/10/pour-mettre-fin-au-chaos-capitaliste-renversement-revolutionnaire-de-la-bourgeoisie-en-faillite_728107.html

[3] https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2023/12/10/pour-mettre-fin-au-chaos-capitaliste-renversement-revolutionnaire-de-la-bourgeoisie-en-faillite_728107.html

Personne ne sait ce qui peut advenir de la Corée du Nord, qui est restée adossée à la Chine, dans les prochaines années mais son existence indépendante -une aberration aussi monstrueuse que l'était le mur de Berlin, due à la guerre froide- est on ne peut plus précaire dans le monde actuel tel qu'il a été bouleversé par les transformations qui ont suivi l'effondrement de l'URSS. Dans les années 80, les représentants des classes possédantes des pays impérialistes ont engagé une offensive systématique contre les droits des travailleurs et des peuples pour faire remonter les taux de profit, cherchant à abattre toutes les barrières qui faisaient obstacle à la libre circulation des capitaux et à leur rentabilisation. La liquidation de l'URSS par les sommets de la bureaucratie aspirant à rétablir pleinement la propriété privée en a été une conséquence, de même que l'intégration au marché capitaliste mondial des économies de tous les pays qui avaient pu y échapper après les révolutions coloniales.

Cette façon de voir dans l'histoire une sorte de répétition est contraire à la méthode marxiste qui recherche dans les transformations sociales les possibilités nouvelles pour l'intervention du monde du travail dans la lutte de classe. L'évolution de la situation mondiale ne va pas vers une stabilisation des fronts comme après la deuxième guerre mondiale, stabilisation pour le moins relative, mais bien vers une déstabilisation, à travers la guerre économique et les guerres, des rapports internationaux.

Poutine, la continuité « de la bureaucratie post-stalinienne » ou un Etat bourgeois, capitaliste ?

On retrouve dans le texte « *Russie, Ukraine et Europe de l'Est* »[4] la même ambiguïté sur l'État russe actuel au détour de ce paragraphe :

« Pour le moment, un Navalny (en prison) et un Khodorkovski (en exil à Londres) se font les porte-parole des aspirations d'une partie de la société russe à rejoindre plus complètement le giron du monde impérialiste. Ce n'est pas encore un mouvement politique ayant des relais au sommet de l'État, un projet et un programme de restauration capitaliste, mais cela le préfigure. »

Faut-il conclure qu'il n'y a pas eu de « *restauration capitaliste* » dans l'ancienne URSS ? Certes la Russie et son Etat gardent des caractéristiques marquées par leur histoire, Poutine s'est employé à mettre au pas ses « oligarques », ses capitalistes, et l'État russe a gardé ou repris le contrôle de secteurs essentiels à sa puissance, mais cela fait au moins trois décennies que les dirigeants dits soviétiques ont liquidé l'étatisation et la planification bureaucratique de l'économie. La Russie est pleinement intégrée au marché mondial même si aujourd'hui, à la suite de la tentative d'invasion de l'Ukraine par Poutine, les Etats-

Unis et les vieilles puissances impérialistes cherchent à l'isoler et l'affaiblir par leurs sanctions économiques.

Il est d'ailleurs dit un peu plus loin, à propos de la « *résilience relative de l'économie russe* », que celle-ci s'explique, « *outré [par] l'effet lointain de la planification et de l'étatisation de la période soviétique* » [...] « *ses entreprises géantes du complexe militaro-industriel et du secteur énergétique que l'État contrôle* », par le fait que « *malgré l'attitude belliciste de leur État, des sociétés européennes et américaines, dont des multinationales, n'ont pas voulu abandonner le marché russe et les profits qu'elles en tirent* ».

Par ailleurs la Russie, comme il est dit justement, « *a su contourner certains embargos* » en traitant avec un certain nombre de pays qu'on qualifiait autrefois d'émergents et qui sont devenus de véritables puissances économiques. Car le monde n'a pas cessé d'évoluer et de se transformer depuis la fin des années 1990.

Les puissances impérialistes, les BRICS et le reste du monde, toujours et encore le stade suprême du capitalisme ?

D'anciens pays coloniaux comme la Chine ou l'Inde, pays qualifiés d'émergents il y a une vingtaine d'années, sont devenus de véritables puissances, issues de la mondialisation du capitalisme financier. La Chine par exemple n'est plus seulement l'atelier du monde, la sous-traitance des multinationales des vieilles puissances impérialistes. Elle est devenue la deuxième puissance capitaliste mondiale bien que, tout comme la Russie actuelle, elle conserve bien des traits particuliers dus à son histoire, entre autres les caractéristiques d'un développement capitaliste opéré par l'État chinois né de la révolution de 1949.

Les camarades de LO ironisent sur les BRICS, leurs prétentions à établir une monnaie mondiale alternative au dollar, à juste titre compte tenu de leurs rivalités. « *Ce n'est pas demain la veille que le dollar sera détrôné au profit d'une autre devise internationale*, écrivent-ils. *Pour la bonne raison déjà qu'une question se pose : qui pourrait arbitrer entre la douzaine d'États plus ou moins développés, aux intérêts différents et souvent contradictoires ? Et surtout, parce que, au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. Le dollar est logé certes à la même enseigne que toutes les autres monnaies papier depuis que, ce 15 août 1971, le président des États-Unis a annoncé la fin de la convertibilité du dollar en or, mettant fin au système monétaire international de Bretton Wood. À ceci près qu'il est basé sur le poids économique, la puissance militaire et politique du plus puissant impérialisme, qui inspire la confiance nécessaire pour attirer les capitaux dans les périodes les plus instables du capitalisme.*

[4] https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2023/12/10/pour-mettre-fin-au-chaos-capitaliste-renversement-revolutionnaire-de-la-bourgeoisie-en-faillite_728107.html

La seule promesse des devises susceptibles de concurrencer le dollar, c'est la multiplication et l'amplification des spéculations sur les changes. ».[5]

Sans doute, mais l'évolution récente des fluctuations sur le marché des obligations d'État américaines, le fait que de nombreux détenteurs de ces titres de la dette américaine, dont des Etats et pas des moindres, aient commencé à s'en débarrasser massivement montrent que le dollar n'est plus aussi puissant qu'il l'était.

Le monde n'est plus celui décrit par Lénine dans son ouvrage sur l'impérialisme. Il n'est plus celui de la domination incontestée des vieilles puissances impérialistes européennes et américaine qui s'étaient taillé de véritables empires coloniaux. L'économie mondiale n'est plus la juxtaposition d'économies nationales appuyée sur l'exploitation des peuples de leurs empires ou de leurs zones d'influence. Le temps des empires coloniaux est révolu, les multinationales gardent certes les faveurs de leur Etat de base, mais n'en ont plus le monopole. L'économie mondiale est enserrée dans le maillage de leurs chaînes de valeur ou de production établies par suite de la recherche des meilleurs coûts de production sur chaque segment du processus de la production.

De toute évidence, la description que Lénine avait faite du stade suprême du capitalisme à partir des données les plus avancées produites par des historiens et des économistes de son temps, doit être actualisée. Nous connaissons une nouvelle phase du développement du capitalisme qui, outre qu'elle a donné naissance à une classe ouvrière mondiale extrêmement puissante, moderne, éduquée, a produit un monde beaucoup plus instable, chaotique, où règne une concurrence de tous les acteurs et de tous les instants, à l'origine de la multiplication des conflits guerriers et de la défragmentation qui s'ensuit, mais celle-ci est une évolution récente, produit en particulier de l'offensive économique, diplomatique, stratégique et militaire des Etats-Unis face à la contestation de son hégémonie.

La faillite du capitalisme et ses causes ou le capitalisme financiarisé mondialisé

« Comme lors des krachs et autres crises financières précédentes, qui se succèdent pour ainsi dire tous les ans depuis 1971 et la fin de la convertibilité du dollar – crise de la dette des pays pauvres (1982), bulle spéculative japonaise (1989), crise mexicaine (1994), crise asiatique (1997), crise argentine (2001), etc., et surtout la principale, celle de 2008-2009 - , le remède d'aujourd'hui est à l'origine de la maladie de demain. La crise en cours était combattue à l'aide d'injections de monnaie, de titres, etc., dans la

masse monétaire, celle-ci s'est accrue et a ouvert en plus grand encore la porte devant la spéculation. »[6]

Peut-on parler de la crise actuelle du capitalisme comme d'une énième crise qui augmente encore la spéculation du fait des injections de liquidités de toutes sortes pour remédier à la crise précédente ?

Peut-on dire : « Pendant que les victimes de la guerre en Ukraine se comptent par centaines de milliers, que des villes entières sont rasées par les bombes, que des flux de réfugiés gonflent en provenance de pays pauvres et/ou en guerre, le fonctionnement capitaliste continue à tourner « as usual ». » ?[7]

Il y a bien sûr une constante dans le fonctionnement du capitalisme, la recherche du profit maximum, la concurrence, etc. Mais la phase actuelle du capitalisme mondialisé est marquée par l'essoufflement de la machine à profits, les difficultés de plus en plus importantes pour valoriser la suraccumulation de capitaux par l'exploitation du travail humain. C'est en ce sens qu'on peut dire que le système capitaliste est pourrissant, failli, car dans l'incapacité de se maintenir autrement qu'en générant toujours plus de régression sociale par l'exploitation accrue des êtres humains et de la nature, en exacerbant la concurrence qui trouve sa prolongation dans le militarisme et la guerre.

Comme il est dit dans le texte « *L'Afrique dans les rivalités impérialistes* », « *L'aggravation de la crise économique a ravivé la rivalité pour contrôler ces ressources devenues indispensables.* » C'est fondamentalement la raison de la multiplication des tensions guerrières, de la réactivation d'anciens conflits restés latents comme de nouvelles guerres, qui se déroulent sur le fond d'une offensive des Etats-Unis et de leurs alliés pour contrecarrer les nouvelles puissances capitalistes qui constituent une menace pour leur hégémonie. Les guerres profitent évidemment aux marchands de canon mais elles sont avant tout la conséquence de la concurrence pour accaparer richesses naturelles et fruits du travail humain extorqués suite à la mainmise sur des zones d'influence et des régions entières.

Poser la question du pouvoir, c'est développer un programme démocratique et révolutionnaire

Aucun des problèmes cruciaux auxquels est confrontée l'humanité, régression sociale, crise écologique, dictatures, militarisme et guerre, ne peut trouver de solution sans en finir avec le mode de production capitaliste, le pouvoir des multinationales, les Etats nationaux et les frontières, sans le combat des masses exploitées pour

[5] https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2023/12/10/pour-mettre-fin-au-chaos-capitaliste-renversement-revolutionnaire-de-la-bourgeoisie-en-faillite_728107.html

[6] https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2023/12/10/pour-mettre-fin-au-chaos-capitaliste-renversement-revolutionnaire-de-la-bourgeoisie-en-faillite_728107.html

[7] https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2023/12/10/pour-mettre-fin-au-chaos-capitaliste-renversement-revolutionnaire-de-la-bourgeoisie-en-faillite_728107.html

arracher le pouvoir aux classes exploiteuses et mettre en place leur propre pouvoir démocratique. Le chaos capitaliste mondial conduit à des guerres, mais aussi à des révoltes de masse, comme on a pu le voir dans de multiples endroits du monde ces dernières années. Nous sommes entrés dans une période de guerres et de révolutions.

Encore faut-il, comme l'écrivent les camarades de LO, qu'il y ait des partis prolétariens révolutionnaires, une internationale révolutionnaire, mais en proclamer la nécessité ou rappeler les écrits, précieux par ailleurs, des marxistes révolutionnaires du passé comme ils le font dans la conclusion de leur texte sur la situation intérieure en enchaînant les citations de Lénine dans *Que faire ?*, Marx et Engels dans le *Manifeste communiste* et Trotsky dans le *Programme de transition*, ne donne guère de solution au problème.

Un parti c'est avant tout un programme, une « *compréhension commune de la période et des tâches* » adaptée à notre époque, qui ne peut s'élaborer en vase clos mais qui soit au contraire le fruit d'un débat public avec l'ensemble des courants révolutionnaires à partir des expériences de la classe ouvrière, de ses luttes et de ses combats politiques.

Discuter d'une stratégie pour construire un parti des travailleurs à partir des réalités objectives et subjectives tant du capitalisme que du mouvement ouvrier lui-même

Le texte sur la situation intérieure ne consacre qu'un paragraphe au mouvement contre la réforme des retraites : « *Cette année a été marquée par la mobilisation contre le report de l'âge de la retraite à 64 ans. Les manifestations ont été nombreuses, massives et ont amalgamé le monde du travail dans une opposition franche et nette. Du début jusqu'à la fin, la classe ouvrière a répondu présente. Cette mobilisation s'est cependant faite sous l'égide des confédérations syndicales, « les agents de la bourgeoisie dans le prolétariat », comme disait Trotsky. Et il n'y a pas eu de travailleurs prêts à déborder le cadre fixé par l'intersyndicale, conduite par la CFDT, confédération qui se veut la plus « responsable et constructive » vis-à-vis de l'ordre social. Sans grève massive et déterminée, il n'y a eu, nulle part, la possibilité de voir apparaître des militants du mouvement et de construire des comités de grève.* »

On ne peut que regretter que LO n'applique pas l'esprit critique qu'elle exerce pour juger les travailleurs pour discuter de sa propre activité ! Le sectarisme ne connaît pas de frontières et il devient en toute logique un sectarisme à l'égard des masses et de leurs luttes sans même discuter de la politique des révolutionnaires, de leurs limites dont l'explication ne réside pas seulement dans les conditions objectives.

Certes personne ne peut contester l'échec de ce mouvement, dû en particulier à l'absence d'une grève massive

de la classe ouvrière, mais faudrait-il aussi discuter des possibilités qu'il a cependant représentées et de la politique des révolutionnaires pour y intervenir.

Ce mouvement lui-même n'est pas sorti de rien, il s'est inscrit dans une remontée de la combativité et des luttes depuis le mouvement contre la loi Travail en 2016, l'irruption du mouvement des Gilets jaunes en 2018, le mouvement contre la première réforme des retraites en 2019-2020 démarré à partir de la journée du 5 décembre 2019 qu'avaient imposée aux directions syndicales les grèves sur le tas de travailleurs de la RATP et de la SNCF.

Il a été une expression de la puissance que peut avoir le monde du travail quand les travailleurs font cause commune, unissent leurs forces, font l'opinion. Il en a été de même de nombreux mouvements dans d'autres pays, de l'Angleterre aux salariés de l'automobile aux USA, autant d'expériences qui ont enrichi les militants et les travailleurs qui y ont participé de la conviction que leurs intérêts sont incompatibles avec ceux des pouvoirs en place et des classes possédantes. Ces dernières ont bien saisi le danger, leurs gouvernements, leur personnel politique et médiatique menant une offensive réactionnaire sur le terrain des extrêmes droites, faisant feu de tout bois et des préjugés les plus arriérés, racistes, pour tenter d'étouffer la révolte, les aspirations et les réflexes collectifs, de solidarité de classe, maniant les propos insultants pour retourner contre leurs propres victimes l'accusation d'être responsables de leur sort, de la misère, du chômage...

Plutôt que d'exiger un sursaut de la classe ouvrière et de lui faire la leçon, ne pourrions-nous pas nous demander ce que nous avons fait, nous les révolutionnaires, pour peser dans ce mouvement, pour discuter des réponses que nous pouvons apporter à nos propres difficultés ?

Des occasions manquées aux nouvelles possibilités historiques, unir nos forces au quotidien et dans la bataille politique des européennes

Cela fait plus d'un quart de siècle que les travailleurs, instruits par ce qui s'est révélé du « socialisme réel » en URSS et dans les pays de l'Est et par l'intégration des anciens partis communistes et sociaux-démocrates à l'ordre social bourgeois, sont en quelque sorte orphelins de partis qui puissent réellement représenter leurs intérêts et armer leurs luttes d'une perspective révolutionnaire, de l'organisation démocratique de celles-ci pour aller vers la conquête du pouvoir.

La direction de Lutte ouvrière dont la candidate Arlette Laguiller, après avoir recueilli plus de 5 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle en 1995, avait appelé à la construction d'un grand parti des travailleurs, a reculé effrayée des risques que représentait cette audace pour son organisation, excluant au passage les militants -dont ceux à l'origine de notre courant, alors « Voix des

[8] https://mensuel.lutte-ouvriere.org//2023/12/10/situation-interieure-2023_728111.html

Travailleurs »- qui avaient pris au sérieux cette initiative. En 1999, une liste commune de Lutte ouvrière et de la LCR obtenait 5 députés au Parlement européen, en 2002, les candidats des organisations d'extrême gauche Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et plus modestement Glukstein recueillaient au total plus de 10 % des voix.

A la présidentielle de 2007, les scores de Lutte ouvrière s'effondraient, et la LCR avec laquelle avait fusionné en 2000 Voix des Travailleurs et dans laquelle se sont rassemblés par la suite nombre de groupes et de militants d'extrême gauche, prenait l'initiative de la construction de ce qui est devenu le Nouveau Parti Anticapitaliste, conçu comme un instrument du regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires, sans que Lutte ouvrière veuille y prendre part.

Notre échec, l'échec du NPA, ses scissions et son émiettement, peuvent sembler donner raison à Lutte ouvrière. Mais Lutte ouvrière est-elle plus avancée pour autant ? N'est-ce pas un terrible gâchis pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire dont Lutte Ouvrière, qui repose sur

la conviction de chaque organisation qu'elle est la seule matrice possible du Parti qui devient dès lors un mythe, le résultat d'une foi du charbonnier impuissante dans les faits.

La gravité de la situation exige le rassemblement démocratique de toutes les forces de l'extrême gauche pour faire face aux responsabilités qui sont devant nous, pour intervenir ensemble tout en confrontant nos appréciations respectives, pour être en mesure d'être crédibles et de peser dans les luttes, dans les combats politiques quotidiens, une véritable refondation démocratique du mouvement révolutionnaire.

La discussion des moyens de présenter une liste commune de Lutte ouvrière, du NPA, de Révolution permanente, aux élections européennes de 2024 est à l'ordre du jour. Un sursaut est nécessaire, mais avant de faire la leçon aux travailleurs, peut-être faudrait-il que les révolutionnaires en soient eux-mêmes capables.

Galia Trépère